

CONCOURS CONTROLEUR PRINCIPAL

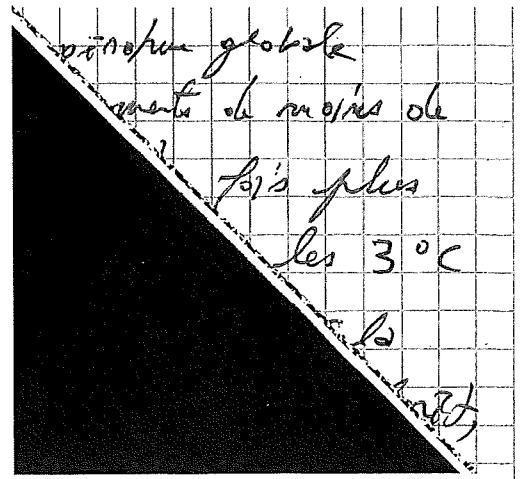
ANNÉE 2023

INDIQUEZ VOTRE NUMÉRO DE CANDIDAT

N°

Note :

N.B : Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer la provenance de la copie.



ÉPREUVE

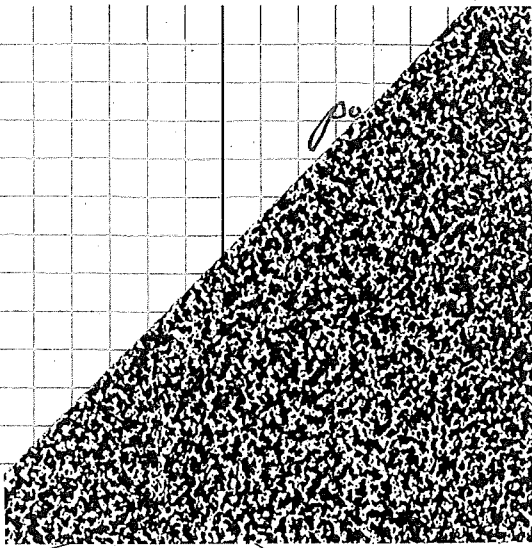
de ECONOMIQUE OU SOCIALE

NOMBRE D'INTERCALAIRES : 2

Après l'été le plus chaud jamais enregistré lors de l'année 2023 qui a conduit l'ONU à dire qu'un seuil irréversible était franchi, la notion de changement climatique s'impose à tous et donc aux Français.

Qu'ont mis en place les pouvoirs publics et les agents économiques ^{français} pour lutter contre le changement climatique ?

Si le phénomène est global et a conduit à mettre en œuvre en France des réponses pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre, le cas particulier des ménages et les enjeux associés sont toujours l'objet de vifs débats.



I) Le changement climatique gagne en gravité et les politiques et les actions mises en place en France sont encore insuffisantes

A) Le constat global sur le changement climatique est sans appel

Selon le GIEC, avec une progression de plus de 2 degrés des températures mondiales d'ici 2100 ce sont près de 18 % des espèces terrestres qui vont disparaître. On compte aujourd'hui 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivant dans un contexte hautement vulnérable au changement climatique. Ainsi, des terres vont devenir non cultivables et même les océans vont être touchés par la situation.

Pourtant dans le monde les événements climatiques

la température globale
graves se multiplient. Si V augmente de moins de
1,5°C d'ici 2100, ce sera quatre fois plus
d'événements de ce type. Si on voisine les 3°C
d'augmentation, ce sera cinq fois plus. Cela
comprend des inondations, des feux de forêt,
des ouragans...

Le niveau du niveau des mers peut conduire
à une situation où un millions de personnes se
trouvent sur une zone côtière à risque d'ici
2050.

Cet état des lieux global va de pair avec des
actions sur le plan national

B) Des politiques et des actions ont été mises
en œuvre par les acteurs économiques en France

L'objectif le plus évident est la décarbonation
de l'industrie. En 2020, la stratégie nationale
bas-carbone a posé comme principe la réduction
à moins de 55 MCO₂e des gaz à effet de
serre d'ici 2030. Cela passe par la tarification
du carbone et le soutien public à la
décarbonation. Cependant le rythme de la
décarbonation est encore insuffisant. En 2019,
l'industrie représente encore 20% des émissions
de gaz à effet de serre. La plus grande
partie de la baisse est liée au progrès
technologique. Et les industries les plus

ÉPREUVE DE	INTERCALAIRE N°
ECONOMIQUE OU SOCIAL	1/2

C'est pourquoi le Insee veut, pour 2024, mettre en place des mesures des émissions de gaz à effet de serre selon la production et selon la consommation.

La mesure phare et controversée est sans aucun doute la taxe carbone qui, impopulaire car elle fait monter les prix pour tous, montre bien qu'en final toute politique portait sur la production ou la consommation finit par concerner le prix des ménages.

II) La question d'une prise en compte plus importante des ménages dans les politiques de lutte contre le réchauffement climatique vient buter contre les polémiques qu'elle suscite.

A) Les ménages, victimes de du changement climatique, sont considérés de plus en plus près

Les politiques contre le réchauffement climatique sont très orientées dans une approche productiviste. Or, la consommation est la base de la production. En France, les ménages seraient ainsi associés aux trois quarts de l'émission des gaz à effet de serre. Il y a donc un

nécessaire. La question des modes de vie est importante, notamment dans le tourisme. Dans l'approche du GIEC, la sociologie, par exemple, a peu de place. Il est plus question de « comportements » même si le cinquième rapport traite de « modes d'usage » des produits.

Un ménage urbain ou agricole émet plus de CO₂ qu'un ménage urbain pour un euro car la part du logement, du véhicule ou du chauffage est plus grande dans sa consommation.

Pour agir sur la consommation des ménages soit on fournit de l'information sur les conséquences des choix comme avec le budget carbone individuel qui est une sorte de droit d'émission, soit on compte sur des démarches volontaires, comme pour le renouvellement de la proximité dans les voyages. Il y a donc des arbitrages importants à faire dans le choix des politiques.

B) Les politiques contre le réchauffement climatique et destination des ménages sont diverses et contrastées.

Plus de 50% des investissements à jour pour lutter contre le réchauffement climatique